

## Tendances conjoncturelles

### 2<sup>e</sup> trimestre 2014

## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

### Redressement de l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires affiche une légère amélioration (+2,4 points). Il demeure toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-2,9 points). Cette progression de l'ICA s'explique essentiellement par les anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir et plus particulièrement par une moindre dégradation des prévisions d'investissement à un an.

Les prévisions d'investissement se redressent en effet dans la plupart des secteurs, même si elles demeurent globalement légèrement dégradées. En revanche, l'activité se replie au deuxième trimestre. L'écart entre les offres et les demandes d'emploi se creuse, de même que le solde de la balance commerciale. Alors que les prix stagnent, la consommation des ménages repart à la baisse.

Pour le troisième trimestre, les professionnels restent prudents. L'activité devrait se maintenir tandis que les charges d'exploitation, les prix de vente et les effectifs pourraient se stabiliser. En revanche, la trésorerie et les délais de paiement pourraient de nouveau se dégrader.

**Indicateur du climat des affaires à la Martinique**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

### ZONE CARAÏBE : DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Selon la **Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes** (CEPALC), la croissance de la **zone Caraïbe** devrait atteindre 2,0 % en 2014 (après +1,2 % en 2013) dans un contexte de stabilisation de l'inflation à 4,4% (+5,1 % en 2013) et de réduction du déficit budgétaire à 3,2% du PIB (3,6% du PIB en 2013). Cette progression est portée par l'amélioration de la situation des principales économies mondiales et par la stabilisation du système financier des économies caribéennes.

Au sein de l'union monétaire de l'**Organisation des États de la Caraïbe Orientale** (OECO), la reprise du BTP et l'amélioration de l'industrie touristique favorisent l'activité économique. La zone bénéficie ainsi d'une prévision de croissance de 1,7% en 2014 (après +1,1% en 2013). Le principal risque pour la croissance de ces économies réside dans la fragilité des finances publiques des pays membres. À cet effet, les stratégies de consolidations budgétaires devraient limiter les dépenses des gouvernements. Dans ce contexte, la Banque centrale de la Caraïbe orientale maintient son taux minimum de rémunération des dépôts à 3,0% et son taux d'escompte à 6,5%.

En **Jamaïque**, les estimations de croissance du PIB sont en hausse à 1,2 % en 2014 (après +0,1 % en 2013). Les principaux défis de l'île concernent la forte inflation (+7,3 % sur un an à fin mai 2014) et l'importance de la dette publique (132 % du PIB en 2014).

À **Trinidad et Tobago**, la croissance économique annuelle est estimée à 2,0 % en 2014 (après +1,6 % en 2013), encouragée par des réformes budgétaires et monétaires. L'inflation diminue (3,3 % sur un an en avril 2014 contre 5,5 % un an plus tôt) en raison de la baisse des prix des produits alimentaires.

Sources : Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Banque centrale de la Caraïbe orientale

## Stagnation des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable au deuxième trimestre (-0,1 %). Cette évolution tient essentiellement à la diminution des prix des services (-0,8 %) qui compense la progression des prix des produits manufacturés (+0,4 %) et de l'énergie (+1,0 %).

Sur un an, l'inflation continue d'être faible (+0,9 %), comme au niveau national (+0,5 %). Les prix des services augmentent de 1,2 %, tout comme ceux de l'alimentation (+1,0 %) et des produits manufacturés (+0,6 %). En revanche, les prix de l'énergie évoluent peu (+0,2 %).

## Marché du travail dégradé

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) est stable au deuxième trimestre (-0,6 %, CVS) et reste à un niveau toutefois élevé (44 394 à fin juin, CVS). Cette stabilité s'explique essentiellement par l'augmentation des sorties de Pôle emploi au motif de cessations d'inscription pour défaut d'actualisation. Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est également stable (-0,3 %, CVS). En revanche, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est orienté à la baisse (-18,0 %, CVS). L'écart entre demande et offre d'emploi repart ainsi à la hausse, alors qu'il était en diminution au cours des trois derniers trimestres.

Sur un an, le nombre d'offres d'emploi est favorablement orienté (+6,2 %, CVS) alors que le nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires de Pôle emploi est stable (respectivement -0,2 % et +0,3 %, CVS).

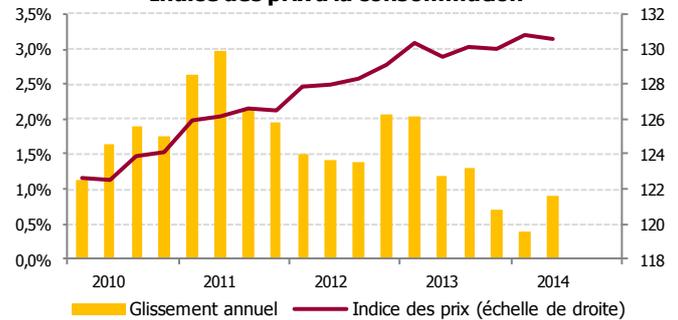
## Contraction de la consommation des ménages

La consommation des ménages se contracte au deuxième trimestre. Les importations de biens de consommation (-5,4 %, CVS) et les importations de biens d'équipement électriques et ménagers (-2,5 %, CVS) reculent, de même que les ventes de véhicules de tourisme (-2,8 %, CVS).

Ces indicateurs de la consommation des ménages sont également en recul sur un an (respectivement de -7,2 %, -10,2 % et -7,5 %, CVS).

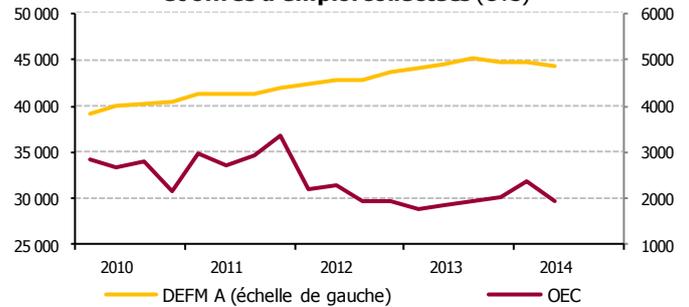
L'encours de crédits à la consommation des ménages se maintient sur le trimestre (+0,1 %), mais reste en repli sur un an (-1,4 %).

Indice des prix à la consommation



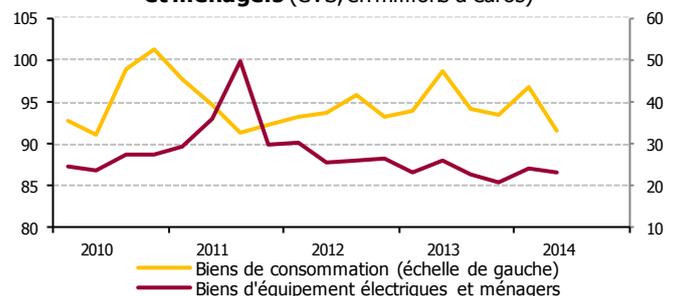
Source : INSEE

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMT, Pôle emploi, Dares

Importations de biens de consommation et de biens d'équipement électriques et ménagers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

## Moindre dégradation des prévisions d'investissement à un an

Alors qu'elles étaient globalement très dégradées depuis mars 2012, les intentions d'investissement à un an, exprimées dans l'enquête de conjoncture, se redressent. Il semble néanmoins qu'elles demeurent davantage orientées en faveur du renouvellement et de la mise aux normes de l'outil de production que vers la modernisation ou le développement de l'activité.

Les importations de biens d'équipement enregistrent une baisse sensible sur le trimestre (-3,9 %, CVS) et se stabilisent sur un an (-0,8 %, CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en recul sur le trimestre (-18,9 %, CVS) et sur un an (-18,7 %, CVS). Les attestations de conformité électrique des locaux commerciaux diminuent également sur le trimestre (-8,5 %), mais progressent sur un an (+25,6 %).

Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des entreprises augmentent peu au cours du trimestre (+0,6 %) et se stabilisent sur un an (-0,1 %). Les crédits immobiliers des entreprises sont également en faible évolution sur le trimestre (+0,8 %) et en net recul sur un an (-4,3 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent sur un an. Les impayés sur effets reculent fortement en nombre (-43,0 %) et en montant (-15,5 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue légèrement (-0,8 %).

Concernant l'investissement des ménages, les attestations de conformité délivrées par le Consuel pour les logements neufs des particuliers progressent fortement au deuxième trimestre (+30,1 %) et sur un an (+19,5 %). Parallèlement, les encours de crédits à l'habitat des ménages se maintiennent au cours du trimestre (-1,1 %, +0,3 % hors opération de titrisation) et s'améliorent significativement sur un an (+3,6 %).

## Baisse des échanges extérieurs

Les importations se replient sur le trimestre (-4,4 %, CVS), du fait de la contraction des importations de produits pétroliers (-11,4 %, CVS) et des produits agro-alimentaires (-10,8 %, CVS). Les exportations sont également en baisse sur le trimestre (-13,7 %, CVS), en lien avec l'évolution des exportations de produits pétroliers (-18,6 %, CVS) et des produits agricoles (-19,1 %, CVS).

Sur un an, les importations se contractent (-6,7 %, CVS), sous l'effet de la baisse des produits pétroliers (-14,0 %, CVS). Pour leur part, les exportations se redressent fortement sur un an (+29,0 %, CVS) du fait de la forte augmentation des produits pétroliers (+85,6 %, CVS), après l'arrêt technique de « régénération » de la SARA en 2013.

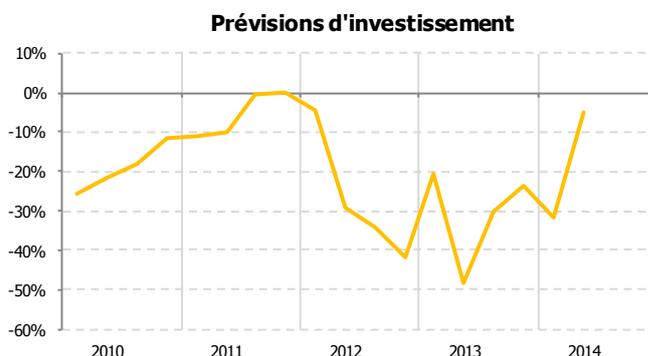
Hors produits pétroliers, les importations sont en repli sur le trimestre (-4,4 %, CVS), tandis que les exportations sont stables (-0,3 %, CVS). Sur un an, les importations et les exportations hors produits pétroliers sont en recul (respectivement -3,4 % et -15,0 %, CVS).

## STAGNATION DE L'ACTIVITÉ DANS LA PLUPART DES SECTEURS

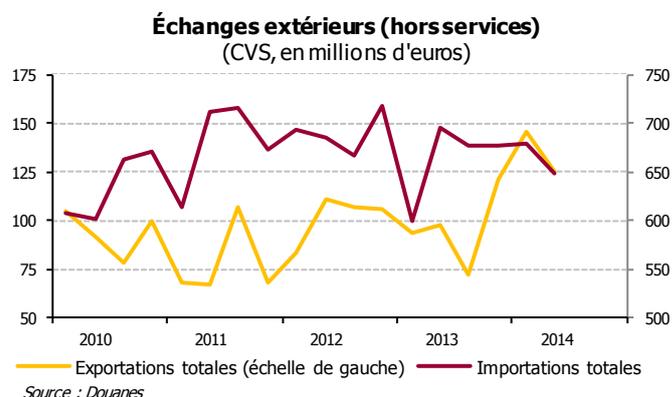
Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une dégradation de l'activité au deuxième trimestre 2014. Les chefs d'entreprise font état d'une détérioration moins marquée des délais de paiement. La trésorerie est néanmoins de nouveau dégradée ce trimestre. Les charges d'exploitation et les prix de vente sont stables, dans un contexte de faible progression des effectifs par rapport au premier trimestre.

Dans le **secteur primaire et agro-alimentaire**, les résultats sont mitigés. Les exportations de produits agricoles sont en baisse en valeur (-19,0 %, CVS), ainsi que les exportations de produits agroalimentaires (-4,1 %, CVS). D'après les professionnels du secteur, l'activité est toutefois en légère amélioration et les prévisions d'investissement à un an sont en hausse. Cependant, les charges d'exploitation se dégradent et les stocks de matières premières et de produits finis progressent. Dans ce contexte, les prix et les effectifs du secteur se stabilisent au deuxième trimestre.

Dans le **secteur industriel**, les chefs d'entreprise font part d'un courant d'affaires moins dégradé ce trimestre, qui s'accompagne d'une stabilisation des prix. Les produits pétroliers mis à la consommation locale progressent légèrement (+1,9 %, CVS) du fait de l'augmentation des ventes de fioul, qui concernent principalement les industries martiniquaises.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Douanes

Pour autant, les charges d'exploitation et les effectifs se dégradent. Les délais de paiement, trop longs, continuent de détériorer la trésorerie des entreprises du secteur. Les prévisions d'investissement à un an demeurent en retrait.

La situation des entreprises du **BTP** reste favorable. Sous l'effet de gros chantiers structurants, tels la construction du nouveau plateau technique de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman ou les chantiers du TCSP, les ventes de ciment sont en hausse pour le deuxième trimestre consécutif (+6,4 %, CVS). Par ailleurs, les attestations de conformité électriques des logements neufs pour les particuliers augmentent fortement (+30,1 %). En revanche, les professionnels font état d'une baisse des prix dans le secteur, qui s'accompagne d'une dégradation de la trésorerie des entreprises.

L'**activité commerciale** est stable. Alors que la consommation des ménages se contracte, le chiffre d'affaires des hypermarchés progresse (+3,8 %, CVS), dans un contexte de faible hausse des prix dans le secteur. Cependant, les charges d'exploitation se dégradent et les délais de paiement pèsent sur la trésorerie des commerces.

L'activité du secteur du **tourisme** est en retrait au deuxième trimestre, mais demeure favorablement orientée sur un an. Le trafic de passagers à l'aéroport est en baisse (-3,0 %, CVS) sur le trimestre et se stabilise sur un an (+0,6 %, CVS), alors que le nombre de croisiéristes poursuit sa progression sur un an (13 539 au deuxième trimestre, contre 0 un an auparavant). Les intentions d'investissement à un an des professionnels du secteur sont en hausse.

Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une forte dégradation de leur activité, alors que les carnets de commande sont en légère hausse par rapport au premier trimestre. Pour autant, les prévisions d'investissement à un an des entrepreneurs du secteur se redressent au deuxième trimestre.

**Ventes de ciment**  
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

**Chiffre d'affaires des hypermarchés**  
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre de 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre de 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre de 2014 aux Etats Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux Etats Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre de 2014 après une progression de +0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre de 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6% en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2% en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 4 septembre 2014 – Dépôt légal : septembre 2014 – ISSN 1952-9619